

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 18/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIGVARIS

ZI Sud d'Andrézieux
Rue B. Thimonnier - BP 60223
42173 Saint-Just-Saint-Rambert

Références : UID4243-EAR-024-431

Code AIOT : 0006108532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement SIGVARIS implanté Rue B. Thimonnier - BP 60223 42173 Saint-Just-Saint-Rambert. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGVARIS
- Rue B. Thimonnier - BP 60223 42173 Saint-Just-Saint-Rambert
- Code AIOT : 0006108532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Sigvaris est spécialisée dans la fabrication de bas médicaux de compression. Au titre du code de l'environnement, c'est une installation classée soumise à autorisation, ce classement

provient principalement de l'activité de teinture, apprêt et enduction de produits textiles.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets aqueux, suivi des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.1	Demande d'action corrective	31 mars 2025
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.2	Demande d'action corrective	31 mars 2025
3	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3	Demande d'action corrective	31 mars 2025
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.2.4	Demande d'action corrective	31 mars 2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.3.6.3	Sans objet
5	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 2	Sans objet
7	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement permis de mettre en évidence :

- des difficultés pour assurer une maîtrise des rejets des effluents aqueux. L'exploitant est conscient des dysfonctionnements,
- la nécessité d'améliorer le suivi des rapports de contrôle des installations électriques,
- des efforts pour réduire la consommation d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : Extrait : Débit de rejet pour les eaux résiduaires industrielles après traitement physico-chimique : <ul style="list-style-type: none">- débit maximal journalier : 430 m³/j- débit moyen mensuel : 300 m³/j- débit maximum horaire : 18 m³/h
Constats : Un examen des résultats d'autosurveillance saisis sur Gidaf sur la période août 2023 - septembre 2024 montre, au niveau du rejet final : <ul style="list-style-type: none">• deux dépassements du débit maximal journalier : valeur maximale mesurée de 567 m³/j,• des dépassements réguliers du débit maximal horaire : valeur maximale mesurée de 43,8 m³/h. Au cours de la visite, l'exploitant a précisé que la station de traitement est prévue pour fonctionner à un débit d'environ 11 - 13 m ³ /h. La principale cause des dépassements déclarés serait liée à des mauvaises mesures au niveau du rejet final, les analyses effectuées à partir du débitmètre radar seraient faussées par la présence de mousse. L'exploitant a indiqué examiner le remplacement du dispositif en place par un équipement qui ne serait pas influencé par la mousse. D'autres pistes avaient été identifiées par l'exploitant (accumulation de végétaux au niveau du canal lors d'interventions d'un paysagiste, réglages de la sonde....) et ont été traitées sans régler le problème rencontré.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Les résultats d'autosurveillance montrent des dépassements des valeurs limites d'émission pour le paramètre débit, les mesures réalisées ne seraient pas représentatives du débit effectivement rejeté. Les actions correctives nécessaires pour la mise en place d'un dispositif de mesure adapté à la nature des effluents rejetés devront être mises en œuvre avant le 31 mars 2025. Considérant que des mesures de débits non conformes ont déjà été relevées lors de l'inspection précédente, en cas de non-respect de l'échéance fixée, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31 mars 2025

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, pH
Prescription contrôlée : Extrait : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - pH compris entre 5,5 et 8,5 <u>Suivi inspection 2023, constat n°10 (observation) :</u> Au cours de la visite, il a été constaté une différence de valeur de pH entre la mesure effectuée au niveau de la sortie du filtre à sable et celle réalisée au niveau du rejet final. Entre les deux points, il n'y a pas d'injection de produit ni de mélange avec d'autres effluents. - pH affiché en sortie du filtre à sable = 5,7 - pH point de rejet final = 6,7 Sous un délai de 3 mois, l'exploitant apportera des explications sur l'origine de ces différences de résultats. Il décrira les actions correctives mises en œuvre et les résultats obtenus.
Constats : Les résultats saisis sur Gidaf sur la période août 2023 - septembre 2024 montrent des dépassements réguliers de la valeur limite "haute" depuis le mois de mars 2024. Valeur maximale renseignée dans Gidaf : 10,19. L'exploitant est conscient du problème et avait suspecté une mauvaise homogénéisation des effluents. En juillet 2024, il a remplacé l'aérateur et l'agitateur de la cuve d'homogénéisation des effluents. Cette opération n'a pas permis un retour à la conformité des rejets sur ce paramètre. L'exploitant rencontre des difficultés pour identifier l'origine de ces variations de pH. Il a indiqué vouloir mener un "plan d'expérience pH" au cours des prochains mois. Il consistera notamment à une surveillance renforcée du pH en différents points de la station de traitement des effluents. L'impact du nettoyage hivernal des installations sera examiné. A l'issue de ces investigations, un plan d'actions sera défini. Au cours de la visite, il n'a pas été constaté, comme en 2023, une différence importante de la valeur de pH entre la mesure effectuée au niveau de la sortie du filtre à sable et celle réalisée au niveau du rejet final : - pH affiché en sortie du filtre à sable = 7,15 - pH point de rejet final = 7,18
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Les effluents rejetés ne respectent pas les valeurs limites d'émission fixées pour le paramètre pH. Avant le 31 mars 2025, l'exploitant adressera à l'inspection un bilan des investigations menées accompagné d'un plan d'actions visant à la mise en conformité des rejets. L'échéance finale de mise en conformité sera justifiée sur la base d'un argumentaire technico-économique. En cas de non-respect de l'échéance fixée, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31 mars 2025

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE et des fréquences d'analyses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté sur 24 heures et avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le réseau d'assainissement et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration, flux et fréquences d'analyses définies à l'article 2.1.3 (ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté) :</p> <p><u>Suivi inspection 2023, constat n°12 (non-conformité) :</u></p> <p>Les effluents rejetés par Sigvaris ne respectent pas les valeurs limites d'émissions fixées, en particulier pour le chrome et ponctuellement pour le paramètre Fe + Al.</p> <p>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan des rejets en Cr afin de justifier de l'efficacité des actions correctives engagées ou en cours. Si ces mesures sont insuffisantes pour assurer la maîtrise des rejets, les actions complémentaires à mettre en œuvre seront précisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen des résultats d'autosurveillance saisis sur Gidaf sur la période août 2023 - septembre 2024 montre :</p> <ul style="list-style-type: none">• DCO : un dépassement ponctuel en concentration (valeur mesurée = 1990 mg/L, VLE = 1750 mg/L) et 4 dépassements en flux (flux max mesuré = 558 kg/j, VLE = 400 kg/j).• MES : un dépassement ponctuel en concentration (valeur mesurée = 314 mg/L, VLE = 300 mg/L) et 2 dépassements en flux (flux max mesuré = 107 kg/j, VLE = 60 kg/j).• Chrome : plusieurs dépassements en concentration (valeur maximale mesurée = 0,85 mg/L, VLE = 0,1 mg/L) et des dépassements en flux (flux max mesuré = 0,296 kg/j, VLE = 0,043 kg/j). Les dépassements les plus importants sont concentrés sur la période (octobre 2023 - avril 2024).• Fer + Alu : 4 dépassements en concentration (valeur maximale mesurée = 19 mg/L, VLE = 5 mg/L) et 3 dépassements en flux (flux max mesuré = 5,3 kg/j, VLE = 1,5 kg/j). <p>Pour les dépassements des valeurs limites en flux, les valeurs calculées pourraient en partie être majorées par les mesures de débit erronées (cf point de contrôle n°1).</p> <p>Pour le cas du chrome, l'exploitant a indiqué que les rejets non-conformes jusqu'en avril 2024 étaient liés à des mauvaises injections de coagulant (voir également rapport d'inspection 2023). Un audit externe sur cette étape de traitement a été mené, la pompe d'injection a été remplacée par une pompe de technologie différente. La mise en place de cette nouvelle pompe a eu pour effet de fiabiliser les injections de coagulant et de diminuer les niveaux de rejets en chrome (un léger dépassement à 0,11 mg/L a toutefois été relevé en septembre 2024).</p> <p>Pour le cas de l'aluminium, l'exploitant explique les dépassements importants de janvier et février 2024 par les problèmes rencontrés au niveau de la pompe d'injection de coagulant (produit qui contient de l'aluminium, problème traité par le remplacement de la pompe, cf ci-dessus). Pour le cas du dépassement de septembre 2024 (7 mg/L), il pourrait être lié à un nouveau colorant de teinture qui perturberait l'étape de coagulation. L'exploitant a indiqué mener des investigations en laboratoire.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-conformité : Les résultats d'autosurveillance montrent des dépassements des valeurs limites d'émission, principalement pour les paramètres Cr et Fe+Al.</p> <p>Avant le 31 mars 2025, l'exploitant adressera à l'inspection un bilan des rejets en Cr et Fe+Al afin de justifier de l'efficacité des actions correctives réalisées et celles à venir (cas notamment du rejet d'aluminium lié à un colorant). Si ces mesures sont insuffisantes pour assurer la maîtrise des rejets, des actions complémentaires seront proposées.</p> <p>Considérant que des non-conformités en chrome et en aluminium ont déjà été relevées lors de précédentes inspections, en cas de non-respect de l'échéance fixée, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31 mars 2025

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement échantillons
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes permettant le prélèvement en continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'un enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.</p> <p>Suivi inspection 2023, constat n°15 (observation) :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que la température de l'enceinte du préleveur automatique reste dans la plage de conformité (4°C +/- 3°C selon rapport Bevac).</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite des installations a permis de constater que la température du préleveur automatique était de 3°C.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses sur les PFAS ont été réalisées par l'exploitant en janvier, février et mars 2024. Les résultats ont été saisis sur Gidaf.</p> <p>Avant d'effectuer les analyses, l'exploitant a conduit un travail de recherche sur les FDS des produits mis en œuvre : aucun des PFAS visés par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 n'a été identifié. L'exploitant n'a pas interrogé les fournisseurs de produits.</p>

<p>Les analyses ont porté sur les 20 PFAS mentionnés à l'article 3-2 de l'arrêté ministériel, les résultats sont tous inférieurs à la limite quantification.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir enregistré les numéros CAS des PFAS identifiés dans l'arrêté ministériel pour avoir une alerte en cas d'approvisionnement sur site d'un nouveau produit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Avant le 31 mars 2025, l'exploitant interrogera ses fournisseurs afin de confirmer l'absence de PFAS dans les produits utilisés (aussi bien en matière première entrant dans la composition qu'en produit de dégradation, y compris pour des PFAS qui ne seraient pas listés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, et en lien avec l'inspection de 2023 portant notamment sur les dispositions mises en œuvre pour réduire les prélèvements en situation de sécheresse, un point d'actualité sur la consommation d'eau a été réalisé.</p> <p>Le plan de sobriété hydrique a été mis à jour en 2024. Il n'a pas été examiné de façon détaillée au cours de l'inspection, mais il montre bien que l'exploitant s'est inscrit dans une amélioration continue de réduction des prélèvements. En regard des constats effectués en 2023, de nouvelles actions concrètes de réduction des prélèvements ont été réalisées et/ou programmées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Suivi inspection 2023, constat n°5 (observation) :</u></p> <p>La visite des installations a permis d'identifier des pistes d'améliorations concernant les repérages des canalisations aériennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poste d'arrivée d'eau : identification des canalisations à améliorer pour bien distinguer le réseau d'eaux industrielles et le réseau d'eau potable, - poste de dépotage station d'épuration : la canalisation de dépotage du coagulant mentionne l'information "chlorure ferrique" alors que ce coagulant n'est plus utilisé et remplacé par un polymère contenant de l'aluminium.

<p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formalisera la nature des contrôles à réaliser pour respecter la prescription visée et fixera leur périodicité, - remplacera l'étiquetage du coagulant au niveau du poste de dépotage par le nom du produit approprié et améliorera le repérage des canalisations.
<p>Constats :</p> <p>Par courrier daté du 19 juin 2023, l'exploitant a apporté des éléments de réponses aux observations du précédent rapport d'inspection et objet du présent point de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concernant les vérifications, l'exploitant a indiqué mettre en place une routine d'inspection détaillée intégrant des photos et qui sera réalisée lors des arrêts de production de fin d'année. Ces inspections sont intégrées dans la gestion des maintenances préventives, les documents d'inspection seront conservés afin d'attester d'éventuelles évolutions. • Pour le cas des étiquetages, la visite des installations a permis de constater la bonne prise en compte de l'observation formulée.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué faire effectuer une vérification des installations électriques et un contrôle thermographique une fois par an.</p> <p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques daté de juillet 2024 a été présenté. Il comporte 39 observations accompagnées de préconisations. Certaines d'entre elles étaient déjà présentes sur le rapport de 2023.</p> <p>Le rapport Q18 associé au rapport de vérification met en avant 3 points de non-conformité présents depuis 2018 et 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inadaptation de la protection de surintensité sur un circuit. • Réglage incorrect de la protection de surcharge de 4 circuits. • Absence de protection des prises de courant par dispositif différentiel (DDR) à haute sensibilité sur le circuit écran de communication. <p>Il conclut "l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion".</p> <p>Le suivi des actions correctives est réalisé à partir de tableaux informatiques présentés au cours de l'inspection. Le format du tableau a été modifié entre 2023 et 2024.</p>

Il apparaît que le suivi des observations et non-conformités doit être amélioré afin d'assurer un suivi plus précis des actions correctives : date des opérations réalisées, identification et priorisation des non-conformités à enjeux, justification du report d'une action corrective non réalisée année N et repoussée à l'année N+1, traçabilité des actions correctives menées...

Au cours de la visite, l'exploitant a évoqué la possibilité de modifier la méthode de suivi des actions correctives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : Le rapport de contrôle de vérification des installations électriques et le rapport Q18 montrent de nombreuses observations et non-conformités, dont certaines sont présentes depuis plusieurs années. Le Q18 concluant au fait que "l'installation peut présenter des risques d'incendie ou d'explosion" sur la base de non-conformités présentes depuis plusieurs années semble montrer que les installations ne seraient pas entretenues conformément aux normes en vigueur.

Avant le 31 mars 2025, l'exploitant justifiera de l'amélioration du suivi des non-conformités et observations relevées lors des contrôles des installations électriques. Il justifiera également de la levée des non-conformités pouvant être à l'origine d'un risque d'incendie ou d'explosion.

En cas de non-respect de l'échéance fixée, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 31 mars 2025